

# PREVISIONS POUR 2023

C'est l'heure habituelle des analyses économiques prédictives pour la nouvelle année. Nous allons d'abord aborder l'élément « classique » : les politiques d'ajustement à la conjoncture de ce début de 2023. Nous verrons ensuite que notre scénario de base peut-être totalement déstabilisé par deux facteurs beaucoup plus imprévisibles : d'une part, l'aléa « épidémique » (Covid) ; d'autre part, l'environnement géopolitique.

## I. Prévisions économiques

Les tendances prévisionnistes de 2022, telles qu'elles avaient été établies en décembre 2021 ont été balayées en quelques semaines, après le début de la guerre en Ukraine. Considéré comme « largement improbable » pour le monde entier, y compris le gouvernement ukrainien (seuls les services secrets américains semblent l'avoir anticipé), cet événement, par sa soudaineté, sa violence et sa durée, a totalement fait vaciller l'économie internationale. Il a eu en particulier 3 effets dévastateurs :

- Un chamboulement profond des marchés de matières premières (les produits alimentaires, surtout tels que le blé), et des marchés de l'énergie (pétrole, gaz et électricité) ;
- Des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement de certaines industries, déjà perturbées à la suite du Covid ;
- Le retour des préoccupations « militaires », avec une augmentation substantielle des dépenses d'armement. A cela s'ajoute l'importance retrouvée de la notion de « souveraineté » (politique, industrielle, militaire).

Bien sûr, la première conséquence de ce conflit réside dans la hausse rapide du taux d'inflation dans la plupart des pays du monde, atteignant souvent des sommets inconnus depuis des décennies. Ce phénomène entraîne un renversement des politiques monétaires de la plupart des pays industrialisés : les taux d'intérêt montent à 4,5 % aux Etats-Unis, à 2,5 % en Europe. Certes les taux réels restent négatifs, mais les agents emprunteurs (Etats, entreprises, ménages) sont pris de cours. Un certain nombre de pays en développement se rapprochent de l'insolvabilité ; d'autant que le dollar a fortement progressé par rapport aux monnaies locales. En outre, la hausse des taux défavorise le secteur du bâtiment (les futurs accédants souffrent de l'augmentation des taux de crédits hypothécaires), les firmes industrielles endettées (y compris les entreprises sous LBO) et les consommateurs menacés par le surendettement.

Dans ces conditions, les Etats ne peuvent pas resserrer leurs politiques budgétaires, afin d'éviter des troubles sociaux. D'où la mise en place de « boucliers » anti-inflation. En conséquence, l'endettement des Etats, récemment accru, à la suite de deux années de Covid, va continuer à augmenter, rendant l'économie mondiale encore plus fragile.

En ce qui concerne l'inflation, elle semble diminuer (un peu) aux Etats-Unis et plafonner en Europe, avant de redescendre progressivement, dans la mesure où les prix des matières premières reflueront. Dans ce contexte, la croissance mondiale restera positive (aux alentours de 2 %), mais stagnera aux Etats-Unis (1 %) et en Europe (0,5 %), voire donnera lieu à une mini-récession, sous réserve que la guerre en Ukraine ne s'intensifie pas (voir troisième partie).

## II. La variable « Covid »

En ce début 2023, les préoccupations relatives à l'épidémie sont passées en seconde position derrière « le pouvoir d'achat ». Pourtant, il serait prématuré de croire que cette pandémie appartient au passé. En effet, la Chine connaît une forte résurgence du Covid avec 60 000 morts (annoncés) sur 3 semaines, et probablement beaucoup plus (on évoque le chiffre de 1 million pour les premiers mois de l'année).

Dans ces conditions, l'impact économique est loin d'être négligeable : les exportations chinoises ont chuté de 10 % en quelques semaines ; la croissance s'effondre et la production industrielle est perturbée. Il est pratiquement impossible de prédire l'évolution de la maladie en Chine, au cours de cette année, ainsi que sa capacité à se répandre dans le reste de l'Asie et au-delà. Certes, les stratégies de protection de la population (vaccins, confinement) se sont avérées efficaces en 2022 ; mais, cependant, ce virus demeure mal connu (en particulier, en ce qui concerne ses possibles mutations) et les effets à moyen et long terme des vaccins restent incertains<sup>(1)</sup>. Il faut se rappeler que la précédente pandémie de portée similaire, la grippe « espagnole » a duré plus de 6 ans (1917-1923) et a connu plusieurs vagues, accompagnées de mutations du virus.

### III. Le facteur géopolitique

La guerre en Ukraine a totalement bouleversé les prévisions économiques mondiales établies à la fin de 2021. Compte tenu de l'hiver, les hostilités ont été ralenties ; mais le retour du printemps risque fort de relancer le conflit et même de l'amplifier. Des 2 côtés du front, les armées se renforcent : les Russes recrutent massivement et préparent, semble-t-il, l'ouverture au Nord d'un nouveau front, à partir du Bélarus ; les Ukrainiens vont recevoir du matériel militaire plus sophistiqué. Les Américains et les Européens s'impliquent de plus en plus à mesure que la guerre se poursuit. Dans le même temps, l'espoir de voir des négociations de paix s'engager s'amenuise.

L'Ukraine n'acceptera jamais de céder le Donbass<sup>(2)</sup> et même la Crimée, puisque le droit international lui donne raison. Inversement Poutine ne peut se permettre de perdre la face. La guerre va donc se poursuivre.

Risque-t-elle de s'étendre ? Dans un article précédent<sup>(3)</sup>, j'expliquais que nous étions entrés dans une « quatrième » guerre mondiale (la « troisième » fut la « guerre froide », 1948-1989), depuis l'entrée des Russes en Géorgie (2008) et l'annexion de la Crimée (2014). Dans ce contexte, un élément décisif réside dans la position que prendra la Chine. Elle va jouer un rôle central dans deux domaines : d'une part, sa position vis-à-vis du conflit ukrainien ; d'autre part, ses revendications de souveraineté sur Taïwan, les deux questions étant en partie liées. En ce qui concerne le premier point, un soutien appuyé à la Russie de la part de la Chine serait susceptible de renforcer Poutine dans ses intentions belliqueuses. Pour ce qui est de Taïwan, une tentative d'invasion précipiterait le monde entier dans une apocalypse, les Etats-Unis ne pouvant rester inactifs<sup>(4)</sup>. On voit donc que ce sont les deux plus grandes puissances du monde, antagonistes, qui détiennent les clefs de l'avenir de notre planète. Dans cette configuration, l'Europe est le « vassale » des USA et la Russie celle de la Chine, le reste du monde (Afrique<sup>(5)</sup>), Amérique Latine, Asie) devenant un « terrain de jeu » pour les 2 superpuissances.

Pour la Chine, deux solutions s'offrent aujourd'hui, compte tenu de sa situation économique marquée par une faible croissance (par rapport aux décennies passées), une résurgence de l'épidémie de Covid et un malaise social palpable : la première consiste à mettre tous les efforts dans le rétablissement des fondamentaux économiques et de la cohésion sociale, ce qui se traduirait par un adoucissement du conflit avec les Etats-Unis (grand importateur de biens chinois), et donc un relâchement, au moins momentané, des liens avec la Russie. Dans ce cas, la guerre en Ukraine pourrait se ralentir et la reconquête de Taïwan serait remise à plus tard. La seconde solution, au contraire, consiste en une fuite en avant, pour détourner l'attention des Chinois vers un objectif nationaliste : le retour de l'île rebelle dans le giron de la mère-patrie. Et dans ce cas, c'est l'escalade. Pour moi, le premier scénario est le plus probable, heureusement.

Et, en conséquence, un environnement économique plus rassurant.

Bernard Marois

<sup>(1)</sup> Selon une étude américaine récente réalisée par 2 chercheuses reconnues, K. Clancy et K. Lee, « 42 % des femmes vaccinées souffriraient de troubles du cycle menstruel ou d'endométriose ».

<sup>(2)</sup> On sait, par ailleurs, que cette région recèle d'énormes gisements de lithium, métal indispensable pour les batteries, les panneaux solaires et éoliennes !

<sup>(3)</sup> Cf. « L'économie internationale, face au spectre d'une quatrième « guerre mondiale », mars 2022.

<sup>(4)</sup> Et cela d'autant plus qu'ils ont subi un revers en Irak et une déroute en Afghanistan. Ils ne peuvent donc pas se permettre un troisième échec que ce soit en Ukraine ou à Taïwan.

<sup>(5)</sup> Ce continent peut redevenir un lieu de confrontation, entre l'Orient et l'Occident, comme il le fut durant la « troisième » guerre mondiale (rivalité USA-URSS). Le Mali étant une bonne illustration.